

Burundi : "Le vote d'hier restera un jour sombre pour la démocratie"

Le Pays, 18 mai 2018 REQUIEM DE L'ALTERNANCE AU BURUNDI Quel patriote t'aurait pu sauver le Burundi ? Contre vents et marées, Pierre Nkurunziza a tenu son référendum constitutionnel pour s'ouvrir une ère de monarchie dans son pays. D'ordinaire, c'est en maître incontesté et incontestable qu'il va régner sur le Burundi où le plus des desiderata devra être exécuté aveuglément par ses compatriotes, sous peine de sanctions. Autant dire qu'avec ce référendum, c'est le requiem de l'alternance qui est dit au Burundi qui, peut-on dire, marque du même coup un recensement quaternaire. [Photo : Le couple présidentiel burundais, Denise et Pierre Nkurunziza, attend de voter au référendum constitutionnel, Buye, 17 mai 2018.]

A quand donc la délivrance pour le peuple burundais ? Bien malin qui saurait répondre à cette question. D'autant plus que tout porte à croire que l'homme fort de Bujumbura a aussi bantonner son pouvoir pour résister à l'importation bourrasque. Le Burundi est l'œuvre de la mise en bière de l'accord d'Arusha. Mais il ne faut pas toujours se fier aux apparences. Car, l'histoire a souvent eu de ces rebondissements dont elle seule a le secret, qui obligent à penser qu'un jour ou l'autre, Pierre Nkurunziza paiera pour toutes les souffrances qu'il fait subir à ses compatriotes. En effet, la comparaison n'est pas raison, mais quand on voit le sort qui a été celui d'un Mamadou Tandja au Niger, qui entend aussi passer par un référendum constitutionnel pour prolonger son bail à la tête de l'Etat, l'on ne peut s'empêcher de penser qu'il n'est pas exclu qu'un Salou Djibo bis surgisse des rangs de la Grande muette burundaise, pour rappeler le pasteur-président qui se prend pour un dieu, qu'il est un simple mortel qui ne saurait jouer à un quelconque jeu de l'indispensabilité, qui plus est, qu'il n'a pas le droit de biaiser les règles de la démocratie et du jeu de l'alternance, vu la façon dont le maître de Bujumbura est en train de concentrer les pouvoirs entre ses mains, c'est peu de dire que le Burundi est l'œuvre de la mise en bière de la démocratie et de l'accord d'Arusha. Pour la petite histoire, après la tenue de son référendum au forceps pour se tailler une indépendance constitutionnelle au Niger, l'homme du « Tazartchâ » avait été opposé à un officier supérieur appelé Salou Djibo. Car, dans son aveuglement, l'obnubilé que par une seule chose : la confiscation du pouvoir. Nkurunziza est aujourd'hui dans la même logique, oubliant que sans l'armée, il n'est rien. C'est pourquoi, après le Général Godefrey Nyombarâ, l'on se demande pourquoi les patriotes t'ont au Burundi, pour défendre la cause du peuple orphelin. Car, aujourd'hui, en dehors de la Grande muette, l'on ne voit pas qui est en mesure de faire entendre raison au satrape. Malheureusement, sur le continent, Nkurunziza est loin d'être un cas isolé. Car, bien des têtes couronnées du continent se sont essayées avec plus ou moins de succès à ce jeu, pour se maintenir au pouvoir. C'est le cas du Tchadien Idriss Déby, du Congolais Denis Sassou Nguesso, du Rwandais Paul Kagame, entre autres, ou encore du Togolais Faure Gnassingbé et dans une moindre mesure du Congolais Joseph Kabila, qui attendent de leur emboîter le pas, sachant que le Burkinabé Blaise Compaoré s'est, lui, brutalement les doigts au point d'avoir été obligé de quitter le pouvoir et son pays en plein milieu d'hier restera un jour sombre pour la démocratie. C'est dire combien les scrutins référendaires, sous nos tropiques, généralement axés autour de questions ayant principalement trait aux intérêts égoïstes et personnels du chef de l'Etat, alors que sous d'autres cieux, ces consultations populaires portent généralement sur des questions d'intérêt national au-delà des questions politiques, tournent aussi autour des questions sociales ou économiques. C'est le cas, par exemple, de l'Irlande qui prévoit d'organiser, au printemps 2018, un référendum sur la question de l'avortement. Elle, la Suisse avait déjà utilisé le même canal pour se prononcer sur le même sujet, en 2014. En 2016, c'est le référendum sur le Brexit pour décider de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, qui retenait toutes les attentions, avant de faire place, en octobre dernier, à celui sur l'indépendance de la Catalogne en Espagne. Mais en Afrique, presque invariablement, les référendums tournent autour de la question des mandats présidentiels, certaines têtes couronnées en fin de mandat y trouvant la meilleure voie pour s'accrocher au pouvoir, au prix de mille artifices. Il faut que ça change. Car, c'est l'avenir des peuples africains qui se joue souvent ainsi, à travers ces farces électorales qui restent, souvent loin de répondre aux exigences de la transparence et du libre choix des électeurs. Dans le cas espagnol, le vote d'hier au pays de Nkurunziza n'était pas un simple droit, mais un devoir pour les électeurs à qui il était interdit de voter pour l'abstention. Dans un climat de terreur où tout était mis en œuvre pour recueillir le maximum de votes, qui plus est en faveur du « Oui », c'est donc sans surprise que l'on a assisté à cette mobilisation exceptionnelle des électeurs dans les bureaux de vote. Le résultat attendu, un vote massif en faveur du « Oui », atteindra sans nul doute des scores staliniens, pour flatter l'ego du satrape qui cherche à en tirer la plus grande indépendance de son pouvoir. C'est pourquoi, si le vote d'hier peut être considéré comme un grand jour pour Pierre Nkurunziza, il restera, pour l'histoire, un jour sombre pour les Burundais et pour la démocratie. Mais, le président burundais aurait tort de penser qu'il a définitivement partie gagnée. Car, comme le dit l'adage, « la plus haute est l'ascension, plus lourde sera la chute à l'entendeur ». NDIRA : Le Pays est un journal burkinabé fondé par Boureima Jâromie Sigué en 1991. Le journal est indépendant du pouvoir politique et est le plus populaire du pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});